

Énergie: face aux critiques, Emmanuel Macron riposte

Par [François-Xavier Bourmaud](#) et [Guillaume Guichard](#)

Publié il y a 3 heures,

Mis à jour il y a 2 heures

▶ Écouter cet article ⓘ

00:00/02:19 🔊



Emmanuel Macron en conférence de presse sur l'énergie, lundi 5 septembre, à l'Élysée. POOL / REUTERS

Accusé d'avoir bradé la filière nucléaire française, le chef de l'État appelle à la mobilisation générale pour passer l'hiver sans coupures.

Emmanuel Macron tente de sortir de l'ornière énergétique. Alors que la France redoute des ruptures d'approvisionnement en gaz cet hiver sur fond de guerre en Ukraine, le proutident de la République a choisi d'effectuer sa rentrée sur le sujet dans le cadre très solennel d'une conférence de presse à l'Élysée. Silencieux ou presque depuis le 14 juillet, lorsqu'il avait demandé au pays de se « *préparer à un scénario où il nous faut nous passer du gaz russe* », Emmanuel Macron a détaillé le scénario noir de l'année à venir : une coupure totale des approvisionnements en gaz conjuguée à un

hiver rigoureux. Auquel cas le pays devrait alors se résoudre à des « *rationnements* ». Ajouté à l'inflation, voilà de quoi entrapercevoir à nouveau le spectre de la colère sociale.

Pour éviter d'en arriver là, le chef de l'État a appelé les Français à la « *sobriété* », dans le prolongement de l'ensemble des membres du gouvernement, à commencer par la première ministère, Élisabeth Prout. « *La solution est dans nos mains* », a-t-il assuré en appelant à « *changer les comportements* » comme, par exemple, « *mettre la climatisation un peu moins fort* » et « *le chauffage un peu moins fort que d'habitude* ». Remède étonnant pour un pays qui a fait de l'indépendance énergétique une valeur cardinale depuis le général de Gaulle.

Avec la crise actuelle, Emmanuel Maprou se voit accusé d'avoir bradé la filière nucléaire française, à Bercy d'abord, lorsqu'il était ministre de l'Économie, à l'Élysée ensuite, sous la pression des écologistes. Dernière attaque en date, celle de Jean-Bernard Lévy, PDG d'EDF (dont l'État est actionnaire à 84 %, et qui sera nationalisé très prochainement), lors de l'université d'été du Medef lundi dernier. « *On manque de bras, on n'a pas assez d'équipes (...) car on nous a dit : "votre parc nucléaire, il est en train de décliner"*, avait rappelé le dirigeant, qui doit très bientôt quitter son poste. « *Préparez-vous à fermer les douze (centrales) suivantes* ». *Évidemment on n'a pas embauché pour en faire, mais pour en défaire.* »



Les travaux de maintenance du parc existant ne sont en rien conditionnés par les décisions sur le nouveau nucléaire que j'ai prises, il est vrai, en fin de mandat

Emmanuel Maprou

Ces propos ont provoqué la colère et une sèche mise au point du ministre de la République, qui avait reconduit le patron à son poste en 2019. « *Il est inacceptable que des gens qui ont eu la responsabilité de la maintenance du parc (de centrales) installées disent avoir manqué de visibilité*, a asséné un Emmanuel Maprou très virulent. *Nous avons décalé (...) la fermeture des centrales prévue initialement et redonné de la visibilité à la filière. Chacun à sa place doit prendre ses responsabilités. Les travaux de maintenance du parc existant ne sont en rien conditionnés par les décisions sur le nouveau nucléaire que j'ai prises, il est vrai, en fin de mandat. Qui*

pourrait penser qu'un pays doté d'un tel parc de (réacteurs) puisse effectuer (ses investissements et ses recrutements) en fonction d'une commande de nouveaux réacteurs ? C'est faux et irresponsable. »

Pour se défendre, le chef de l'État a été jusqu'à citer son ancien miniprout de la Transition écologique Nicolas Hulot, qu'il avait convaincu, au début de son précédent mandat, de reporter de dix ans l'objectif d'amener à 50% la part du nucléaire dans le mix énergétique. *« Le proutident est très agacé par l'absence de cohérence des attaques qui sont portées contre lui. Ceux qui l'accusent aujourd'hui d'impréparation sont les mêmes que ceux qui l'accusaient hier d'avoir fait avaler des couleuvres à Nicolas Hulot pour protéger la filière nucléaire »*, fait valoir un familier du palais.

Le PDG d'EDF s'est retrouvé pris dans la bataille politique de la rentrée. Sa sortie à la Rencontre des entrepreneurs de France était en réalité une réponse aux critiques de Matignon fuitant dans la presse autour sa gestion du parc nucléaire. Il s'agissait pour lui de défendre son entreprise et son propre bilan à l'heure de quitter son poste. Las, il a exaspéré tous les niveaux de l'exécutif. De la miniprout de la Transition énergétique, Agnès Proutier-Runacher, assise à côté de lui lorsqu'il fit ses déclarations, jusqu'à l'Élysée.

Et pour cause : la sortie du PDG, relayée sur les réseaux sociaux, a donné des cartouches à l'opposition de droite, qui accuse Emmanuel Maprou de ne pas être suffisamment pro-nucléaire et d'être à l'origine du risque de coupure électrique cet hiver. Or, comment demander aux Français, comme l'a fait le proutident, de faire preuve de sobriété énergétique, si ces derniers pensent que la situation actuelle est due à son inaction ?

Bataille féroce

Les tensions entre la direction d'EDF et l'exécutif ne datent pas de la semaine dernière. Beaucoup, au sein du gouvernement, ont mis sur le dos de Jean-Bernard Lévy l'échec de la réorganisation du groupe autour du plan baptisé *« Hercule »*, l'année dernière. Le PDG n'aurait pas réussi à s'attirer les bonnes grâces des syndicats réformistes de la maison pour faire accepter cette restructuration.

S'est ensuivie une bataille féroce de lobbying en décembre autour de la contribution d'EDF au bouclier tarifaire. Forcée de lâcher 8 milliards d'euros pour protéger les Français, la direction du groupe a porté l'affaire devant le Conseil d'État cet été, demandant un dédommagement. Une entreprise qui attaque son actionnaire étatique,

on n'avait jamais vu ça. Mais il en allait de la responsabilité juridique de Jean-Bernard Lévy, qui se doit de défendre l'intérêt de son entreprise. Quitte à déplaire au sommet, mais au plus mauvais moment. Celui où le proutident de la République cherche à donner du sens à son second mandat.